

Olivier Maingain recrute Renaud Duquesne

PARTIS Le fils de l'ancien président libéral rejoint Défi en vue des prochaines élections

- ▶ Le fils de l'ancien ministre et président libéral, quitte le MR et s'engage auprès d'Olivier Maingain.
- ▶ Il sera candidat vraisemblablement à la Chambre.

Défi se lance en Wallonie. Le parti amarante, ex-FDF, sera présent au sud aux communales en 2018, aux régionales et législatives en 2019. C'était sa vocation dès son apparition sur la scène politique, fin 2015. D'emblée, il s'était agi de quitter sa zone de confort bruxelloise. Olivier Maingain a temporisé. Il met le turbo à un peu plus d'un an de la maxi-séquence électorale.

Le président de Défi nous l'explique : « Il faudra des leaders, des personnalités. » Une première s'avance, c'est une surprise : Renaud Duquesne. Le fils d'Antoine Duquesne, figure politique francophone, ancien ministre, président du parti libéral, décédé en 2010. Avec Renaud Duquesne, Défi fait un coup

« symbolique ». Il expédie un message aux électeurs du MR. Où l'on appréciera.

Habitant à Marche-en-Famenne, 49 ans, quatre enfants, avocat, Renaud Duquesne - il fut chroniqueur sur RTL - n'a pas renouvelé son adhésion au MR cette année : « Pour moi, le libéralisme,

c'est une doctrine économique qui n'oublie pas l'être humain. Elle vise le bien-être, la solidarité et ça, ce n'est pas le MR, ce n'est plus le MR. Le libéralisme social est bien loin. On presse les gens comme des citrons, ce dont témoignent les données disponibles sur le burn-out. »

Renaud Duquesne n'oublie pas l'alliance du MR avec la N-VA au fédéral : « La banalisation du discours N-VA devient un énorme problème pour nous, francophones bruxellois et wallons, alors que ce parti ne fait rien d'autre qu'occuper les rouages de l'Etat afin de le démanteler. Le communautaire n'est pas à l'agenda, dit-on chez Olivier Chastel... Sauf que les nationalistes flamands opèrent en sous-main. »

Lorsqu'Olivier Maingain, à la tête du FDF, avait dénoncé les accords institutionnels sur BHV en 2011, Renaud Duquesne l'avait épinglé sèchement, sur le ton polémique : « En effet, mais au fond, Olivier avait raison, il faut pouvoir reconnaître ses erreurs. »

« Pas simple »

Le transfert du MR à Défi, « cela n'a pas été simple pour moi, concède-t-il, mais le MR est devenu une organisation politique soumise, pyramidale, ses congrès doctrinaux sont vides de sens. Permettez-moi de dire que je suis complètement en phase avec la philosophie politique de mon père, un grand homme d'Etat qui m'a toujours dit : "Renaud,

sois libre, bats-toi pour tes idées." C'est ce que je fais aujourd'hui en m'exposant publiquement, et m'engageant à Défi ».

Renaud Duquesne se présentera vraisemblablement aux législatives, « dans ma région, aux confins des provinces du

Luxembourg, de Liège et de Namur ». Il complète : « Il y a grand besoin de renouveau politique, Olivier Maingain avait senti cela avant tout le monde en créant Défi, avant l'effet Macron, avant les affaires et scandales. Il y a aussi un grand besoin d'espoir, de redressement et de confiance en Wallonie. Je ferai campagne avec ardeur, j'ai hâte, j'aime aller au contact, j'aime les gens. » ■

DAVID COPPI

FIGURE

Antoine Duquesne, président libéral

Antoine Duquesne, père de Renaud Duquesne, fut président du Parti réformateur libéral (PRL), ancêtre du MR, de 1990 à 1992, en duo avec Daniel Ducarme, et se retrouva aux commandes du MR de 2003 à 2004. Décédé en 2010, il avait été ministre à plusieurs reprises, à l'Intérieur entre 1999 et 2003.

D.C.I

côté wallon « Il n'y a plus de résistance à la mainmise de la N-VA sur l'Etat »

ENTRETIEN

Olivier Maingain nous annonce le transfert de Renaud Duquesne, fils de l'ancien ministre et président libéral. Le président de Défi recadre, contextualise, précisant les ambitions de son parti en Wallonie...

Défi veut s'implanter en Wallonie. Avec l'adhésion de Renaud Duquesne, vous confirmez.

Notre volonté est d'être présents partout aux législatives et aux régionales de 2019, et aux communales de 2018 dans quasiment toutes les grandes entités. Maintenant, il faut faire émerger des leaders. Je le dis clairement, je ne vais pas recycler des mandataires en mal d'existence dans leur parti

d'origine. Certains s'interrogent, ils ne sont peut-être pas très éloignés de nous, je ne leur ferme pas la porte, mais je ne suis pas dans une sorte de chasse aux mécontents des autres partis, mais bien dans une démarche de renouveau. Cela étant, je souligne que nos responsables régionaux font de l'excellent travail, par exemple Jonathan Martin dans le Luxembourg.

Il faudra aussi un programme. Sur quoi ferez-vous la différence ?

Un : la réforme de la gouvernance.

Mais ça, tout le monde le dit.

Ah non ! Quand je vois le scandale Publifin, ceux qui ont tiré les ficelles sont toujours en place dans la filiale qui

commande tout, Nethys... Il y a un problème. Je pense à Stéphane Moreau, mais pas seulement. Ce scénario va perdurer encore combien de temps ? Pour moi, c'est ça la jauge indiquant la volonté ou non de mettre fin aux prébendes, aux répartitions d'influence. Je n'ai rien trouvé sur ceci dans la déclaration du nouveau gouvernement wallon. Rien de décisif sur la rationalisation des intercommunales. Il faut dissoudre Publifin, sans perdre l'outil économique, qu'il faut transférer dans une structure régionale gérée par des professionnels. Avec une personnalité à sa tête, un capitaine d'industrie, un Gandois si vous voulez. Pour le reste,

*en termes de décou-
muls, ce que nous pro-
posons à Bruxelles
avec Ecolo-Groen est à
l'avant-garde.*

**En incriminant les intercommunales,
n'affaiblissez-vous pas les structures
publiques, l'Etat ?**

*Non. Ce qui est contestable, c'est la plé-
thore d'intercommunales exerçant les
mêmes missions. Mais ces missions de
service public, je ne les mets pas en
cause. Pour le reste, notre programme
wallon portera sur le redressement éco-*

*nomique. Il y a un problème de taille
des entreprises en Wallonie. L'Union
wallonne des entreprises le souligne, les
soutiens financiers doivent être orientés
prioritairement vers les entreprises en
forte croissance, soit 1 % des entreprises
wallonnes, qui concentraient 59 % de la
valeur ajoutée globale de la Région entre
2012 et 2015, 86 % de la croissance de
l'emploi dans cette même période. En-
fin, il y a le problème de la qualifica-
tion. La régionalisation de l'enseigne-
ment et de la formation, c'est contre-pro-*

ductif sur le plan économique.

**La régionalisation de l'enseignement et
de la culture, c'est pourtant la tendance
lourde. Vous êtes seuls.**

*Ça nous distingue. La Wallonie a tout à
gagner en étant unie à Bruxelles, et réci-
proquement. Je sais que ça va à contre-
courant. Mais j'assume. Régionaliser
l'enseignement et la culture, cela n'a au-
cun sens. Cela étant, je suis favorable à
la création d'un pouvoir organisateur
de l'enseignement officiel de la Fédéra-
tion qui soit distinct du ministre de
l'Enseignement. Mais je souhaite que les
Régions soient représentées dans ce pou-
voir organisateur, qu'elles aient une res-
ponsabilité dans la gestion du patri-
moine scolaire, qu'elles opèrent en sou-
tien budgétaire. Là, il y aura une plus-
value collective, donc je suis ouvert.*

**En attendant, le gouvernement Michel a
obtenu la confiance à la Chambre, et
avec une Wallonie MR-CDH, c'est plus
« harmonieux » entre fédéral et Région.
Avec le coup foudre de Benoît Lutgen, le
gouvernement se sent plus dominant et**

*la N-VA plus insolente que jamais. Il y a
une mainmise sur la plupart des leviers
en Belgique. Certains dossiers sont illus-
tratifs de l'abandon par le MR des inté-
rêts des francophones. Les quotas In-
ami, le RER et les investissements dans
la SNCB, le remplacement des F16, la re-
cherche scientifique... En fait d'« har-
monie », ce que l'on peut redouter, c'est
qu'il n'y ait plus de résistance du côté
wallon à la mainmise de la N-VA sur
l'Etat. Ce sera l'un des grands enjeux des
prochaines élections. Et il faut mettre en
garde l'opinion francophone : on voit
bien que la stratégie de Charles Michel
est de désigner le PTB comme adversaire
favori, de lui donner ainsi ses chances
de progression au détriment des autres
partis... C'est la meilleure façon de pré-
server son alliance avec la N-VA. Il faut
dire aux gens que le PTB n'a aucune sen-
sibilité wallonne, bruxelloise ou franco-
phone. De surcroît, plus il sera fort, plus
le MR se sentira autorisé à renouveler
ses accords avec la N-VA. Le vote PTB est
le vote le plus utile à la N-VA. ■*

Propos recueillis par
D. CI

**« Il faut dire
aux gens que
le vote PTB,
c'est le vote
le plus utile
à la N-VA »**